

A S S E M B L É E N A T I O N A L E

X V I ^e L É G I S L A T U R E

Compte rendu

Commission d'enquête relative à l'identification des défaillances de fonctionnement au sein des fédérations françaises de sport, du mouvement sportif et des organismes de gouvernance du monde sportif ayant délégation de service public

- Audition, ouverte à la presse, de M. Romain Molina,
journaliste..... 2
- Audition, ouverte à la presse, de M. Sébastien Boueilh,
directeur de l'Association Colosse aux pieds d'argile..... 16
- Présences en réunion..... 27

Jeudi
20 juillet 2023
Séance de 14 heures

Compte rendu n° 5

SESSION ORDINAIRE DE 2022-2023

Présidence de
Mme Béatrice Bellamy,
Présidente de la
commission
puis de Mme Sophie Mette,
vice-présidente



La séance est ouverte à quatorze heures.

—

La commission auditionne M. Romain Molina, journaliste.

Mme la présidente Béatrice Bellamy. Monsieur Molina, je vous souhaite la bienvenue et vous remercie de vous être rendu disponible rapidement pour répondre à nos questions. Nous avons entamé ce matin les travaux de notre commission d'enquête sur l'identification des défaillances de fonctionnement au sein des fédérations françaises de sport, du monde sportif et des organismes de gouvernance du monde sportif.

Vous le savez, à la suite de très nombreuses révélations de sportifs et de divers scandales judiciaires, l'Assemblée nationale a choisi de créer cette commission d'enquête dont les travaux vont se décliner autour de trois axes :

- l'identification des violences sexuelles, physiques ou psychologiques dans le sport ;
- l'identification des discriminations sexuelles et raciales dans le sport ;
- l'identification des problématiques liées à la gouvernance financière des fédérations sportives et des organismes de gouvernance du monde sportif bénéficiant d'une délégation de service public.

Nous avons souhaité vous auditionner en tant qu'expert de l'investigation sur ces trois sujets. Dans un premier temps, nous souhaiterions que vous puissiez nous exposer brièvement les résultats de vos investigations à l'encontre des fédérations françaises de football et de rugby sur lesquelles vous avez publié de nombreux articles. Dans un second temps, la rapporteure, mes collègues et moi-même aurons certainement des questions complémentaires pour connaître votre appréciation des mesures prises en France pour lutter contre les violences et les discriminations dans le sport.

Je rappelle que cette audition est ouverte à la presse et qu'elle est retransmise en direct sur le site de l'Assemblée nationale.

L'article 6 de l'ordonnance du 17 novembre 1958 relative au fonctionnement des assemblées parlementaires impose aux personnes entendues par une commission d'enquête de prêter le serment de dire la vérité, toute la vérité, rien que la vérité. Je vous invite donc à lever la main droite et à dire : « Je le jure ».

(M. Romain Molina prête serment).

M. Romain Molina, journaliste. Je tiens à remercier toutes les personnes à l'initiative de cette commission d'enquête parlementaire. Bien souvent, dans la vie politique française, si dense, le monde du sport passe au second plan par rapport à d'autres sujets, ce qui permet à beaucoup de dirigeants et de fédérations sportives d'évoluer « tranquillement ». Mais, quand on y réfléchit, il s'agit là d'une industrie qui fait rêver des millions de Français et des milliards de personnes dans le monde.

Quand j'étais jeune enfant en Isère, je m'imaginai un jour être au milieu des plus grands basketteurs. Ce rêve d'enfant m'a conduit à arpenter depuis maintenant plus de dix ans

Mme Sabrina Sebaihi, rapporteure. Je vous remercie pour votre témoignage. Il recoupe un grand nombre d'éléments qui nous ont été rapportés sur l'omerta qui peut régner et sur le fait que très peu de personnes osent briser la loi du silence, qu'il s'agisse des victimes ou des personnes qui ont connaissance des faits et ne les rapportent pas, par peur des représailles ou pour d'autres raisons.

Vous intervenez de manière prédominante dans le monde du football, mais pas seulement. Comment qualifieriez-vous la situation du football français sur les questions qui nous regardent, à savoir les violences dans le sport, le racisme et l'éthique financière ?

Vous avez également évoqué des menaces qui pèsent sur vous et qui vous empêchent d'être sur le territoire français aujourd'hui, si j'ai bien compris. Pouvez-vous nous en dire plus ?

Mme la présidente Béatrice Bellamy. Vous avez également dit que « *beaucoup de grands journaux pourraient faire sauter la FFF demain* ».

M. Romain Molina. C'est exact. *L'Équipe* en premier lieu. Il y a des gens très bien à *L'Équipe*, mais d'autres protègent telle ou telle source au profit de règlements de compte. Il s'agit là d'un véritable problème. Un très grand quotidien français avait aussi bloqué des publications liées à M. Al-Khelaïfi. Or il s'avère que la personne qui a bloqué la publication dispose notamment d'une loge au carré VIP du Parc des Princes.

Dans notre milieu, il y a de moins en moins de journalistes, mais de plus en plus de communication – et de règlements de compte. Les agences de communication ou certaines sociétés d'intelligence économique aident à la rédaction de certains papiers. En effet, nous sommes dans un milieu où « la soupe est tellement bonne » que des personnes ne veulent surtout pas quitter leur piédestal. Un grand nombre ont un bilan catastrophique, mais ils sont relativement protégés par la presse du fait qu'ils « balancent » ici et là.

Parfois, des journalistes arrivent à produire de grandes enquêtes. *France Télévisions* a par exemple réalisé un travail remarquable sur la fédération française de gymnastique. On peut également citer *Mediapart* à propos du tennis, ainsi que la rubrique rugby de *L'Équipe*. Cela permet aux politiques de se rendre compte qu'il existe un problème. J'ai oublié de citer les scandales déjà dénoncés il y a quelques années concernant l'équitation et les sports de glace. Je vous parlerai ensuite des fédérations de sport de combat. Ce qui s'y passe est tellement grave que je ne sais par où commencer. J'ai même contacté le conseiller sport de M. Macron tant je me sentais dépassé.

Dans le milieu du football, il y a énormément d'enjeux d'argent et de pouvoir politique, que ce soit dans les petits ou les grands clubs. Des élus s'associent personnellement à la réussite des clubs de football et y consacrent de nombreuses subventions. Officiellement, ces subventions sont accordées « pour les jeunes » mais en réalité tout est orienté vers l'équipe première. La ville de Chartres, par exemple, accorde plus de 1,2 million d'euros de subventions au club de football, mais cette subvention sert surtout à verser des salaires aux joueurs professionnels du club, qui dispute la quatrième division française, dans l'espoir que le club monte. Ce double discours, accompagné d'une « folie des grandeurs », est toujours présent.

L'état du football français est abyssal. Un exemple est, à ce titre, très illustratif ; je l'avais d'ailleurs donné aux inspecteurs du ministère des sports et il pourra vous être confirmé

Mme la présidente Béatrice Bellamy. Vous avez également travaillé sur les paris truqués. Selon vous, la commission devrait-elle s'emparer de ce sujet ?

M. Romain Molina. Oui. L'association *Global Lottery Monitoring System* (GLMS), basée à Copenhague il me semble, se charge de suivre les paris sportifs. Cette instance est, comme d'autres organismes de contrôle, employée par différentes fédérations. Il y a quelques années, elle avait émis une « alerte rouge » (match truqué, d'après la détection par ses algorithmes) au sujet d'un match de Ligue 1. Par ailleurs, M. Le Graët avait été appelé il y a quelques années pour un match truqué en troisième division française, mais il n'avait rien fait.

Je signale que M. Segalen, le directeur intégrité de l'Autorité nationale des jeux, fait de son mieux pour lutter contre les matchs truqués, et que la France a été pionnière dans certains de ces aspects. Néanmoins, je déplore une complaisance et un manque d'envie des institutions internationales à poursuivre les responsables des matchs truqués, dont certains peuvent se dérouler sur le sol français. De façon générale, les fédérations sportives agissent peu contre les matchs truqués.

Mme la présidente Béatrice Bellamy. Où êtes-vous ? Êtes-vous caché quelque part ?

M. Romain Molina. Je ne suis pas caché, je vis en Andalousie. Mon avocat soulèvera bientôt les menaces de mort et les tentatives d'atteinte à ma vie dont j'ai fait l'objet, en particulier par l'un des dirigeants du football français. Certaines autorités françaises ont ces éléments en main, puisqu'il s'agit d'éléments écrits. De mémoire, cette personne était prête à payer un million de dollars pour que je sois éliminé. Certaines autorités françaises et services le savaient, mais ils ne m'avaient pas averti.

Je n'en suis pas totalement surpris, compte tenu de la compromission de certains services des autorités avec les dirigeants de sport, notamment du football. S'agissant du Paris Saint-Germain, on peut prendre peur vis-à-vis de la compromission de certains services du ministère de l'intérieur. Je pense notamment à la brigade de répression du banditisme (BRB) de Versailles, à la brigade des stupéfiants, à la police aux frontières et à la police judiciaire (PJ) du 36. En échange de cartes de séjour, de points de permis ou d'escortes policières, certains policiers obtiennent des places de matchs, des tickets VIP ou des maillots. On peut parler, me semble-t-il, en ce cas, de trafic d'influence.

Certaines affaires ne sortent jamais, mais je pourrai vous transmettre les documents. M. Nasser Al-Khelaïfi, président du PSG, est propriétaire avec son frère de la société qatarie Oryx, qui a passé un accord avec la société *Sphinx Group Manpower Provider, Inc*, basée aux Philippines. Je pourrai d'ailleurs vous envoyer le contrat. Par l'intermédiaire d'Oryx, des domestiques philippins sont disséminés dans les pays du Golfe. M. Nasser al-Khelaïfi a également des domestiques de maison dans ses propriétés en Angleterre et en France. Ces domestiques viennent sur la base de visas touristiques d'une durée de trois mois. Leurs passeports sont immédiatement placés dans un coffre de l'hôtel Intercontinental par un des intendants de M. Al-Khelaïfi. Ces femmes se trouvent en France, mais elles vivent donc sans papier. Elles vivent dans des conditions qui dépassent l'entendement, ayant droit à un appel par semaine et à une bouteille de shampoing par mois. Certaines ont été battues ou violentées sexuellement par des membres de la famille, au point de fuir la maison.

Les autorités françaises ont entre leurs mains les messages depuis deux ans, mais n'ont pas ouvert d'enquêtes. J'ai donc alerté personnellement une ancienne membre du

département de justice américain, qui travaille à *Human Rights Watch*, ainsi que la division Trafic humain du département de la justice américain. Quel est le destin de ces femmes, qui ont été maltraitées et qui ont dû fuir, terrorisées ? C'est la raison pour laquelle je parle de compromission de certains services du ministère de l'intérieur.

Un procès-verbal comporte ainsi la photo d'une femme philippine ensanglantée, mais là aussi, aucune enquête n'a été diligentée. M. Al-Khelaïfi et toute la voyoucratie qui l'entoure doivent faire la lumière sur le sort de ces personnes. Plus vous êtes importants dans le milieu du sport, plus vous bénéficiez d'accès – d'ordre politique, médiatique ou autre. Il est plus que temps de dire stop à cette impunité. En disant cela, je m'expose à beaucoup d'ennuis. Mais j'ai juré de dire la vérité à votre commission, et il est de notre devoir aujourd'hui de protéger la dignité humaine.

Mme Sabrina Sebaihi, rapporteure. Selon vous, le ministère des sports et celui de l'intérieur sont-ils informés des liens entre les clubs professionnels, dont le PSG, et certains policiers, qui leur rendent des services officieux ? Et ont-ils sévi ?

M. Romain Molina. Il y a deux ans et demi, à l'occasion de la publication d'un livre d'Alex Jordanov sur la DGSI, des perquisitions ont eu lieu. Certaines d'entre elles ont permis de récupérer des données liées au PSG, dans le cadre des accusations d'enlèvement, de séquestration et de torture au Qatar de M. Tayeb Benabderrahmane, qui visent notamment le patron du PSG, Nasser Al-Khelaïfi. Le téléphone de M. Jean-Martial Ribes, l'ancien directeur de la communication du PSG, a également été saisi, et l'extraction de ces données a fait l'objet de procès-verbaux que vous pourrez, je pense, consulter. Ces phénomènes « d'affaires qui ne sortent pas », bien qu'entièrement documentées, se produisent aussi dans d'autres clubs moins prestigieux.

Mme Sabrina Sebaihi, rapporteure. Je suis étonnée que le ministère des sports ne se soit pas saisi de ces informations, qui étaient sorties par ailleurs dans la presse, notamment dans *Mediapart*.

M. Romain Molina. On s'attaque à chaque fois à une personne en particulier. Au ministère des sports, on raconte l'histoire d'un président de fédération, membre du CNOSF, qui est interdit de territoire au Maroc pour une affaire de viol ; mais nous ne parvenons pas à avoir le papier. Madame la ministre, pour qui j'ai beaucoup de respect par ailleurs, mène un combat contre les violences féminines, mais elle a accueilli au ministère M. Fernand Lopez, l'autoproclamé patron du MMA français, condamné pour avoir étranglé la mère de sa femme, et pour l'avoir battue au visage.

Mme Sabrina Sebaihi, rapporteure. Je suis assez sidérée. La tâche semble colossale. De quelle manière faudrait-il procéder selon vous ? Par quel bout ? Pour qu'il y ait des déclenchements d'article 40, que des plaintes soient menées jusqu'à terme, et que les auteurs de crimes et toutes les personnes susceptibles de nuire au milieu sportif soient écartés ?

M. Romain Molina. Votre commission constitue déjà un très bon début. Il faudrait ensuite disposer de commissions réellement indépendantes. Les DNCG, notamment au basket, ne font pas correctement leur travail, notamment vis-à-vis des abus du droit à l'image, utilisé pour payer des joueurs dans des structures à l'étranger et d'échapper en partie au système fiscal français.